

France/Présidentielle

Journal de campagne à 21 jours du premier tour

AFP
Paris/France

A 21 jours de l'élection présidentielle en France, la dirigeante de l'extrême droite Marine Le Pen a lancé hier un appel "aux jeunes de France", et le tribun de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon à une "révolution citoyenne".

• "Discrimination négative"

Marine Le Pen a dénoncé ses adversaires "coalisés", dont le centriste Emmanuel Macron et le candidat de la droite François Fillon, devant environ 2 000 partisans à Bordeaux (sud-ouest).

"Derrière le sourire marketing de l'un", référence à M. Macron, "et le masque défilé de l'autre" référence à M. Fillon, "c'est le sourire avarié du mondialisme, de l'immigrationnisme et de l'UE qu'on vous ressort" a-t-elle lancé. "Je le dis aux jeunes de France : votez ! Nous le sentons tous, nous sommes à l'aube d'un changement de civilisation", a-t-elle souligné, avant de dénoncer l'une des propositions



Photo : AFP

La candidate du Front National Marine Le Pen : "Nous sommes à l'aube d'un changement de civilisation." Photo de droite : Le candidat de "La France insoumise" Jean-Luc Mélenchon : "Vous sentez bien les amis que la vague se lève."



Photo : AFP

de celui avec qui elle est au coude à coude en tête des sondages pour le premier tour le 23 avril : "La discrimination positive de Macron, cela signifie la discrimination négative pour les autres dans leur propre pays !".

• "L'équipe qu'il faut"

A Châteauroux, dans le centre de la France, Jean-Luc Mélenchon s'est réjoui d'"horoscopes favorables", assurant que "s'il faut gouverner", il "saura" le faire. "Vous sentez bien les amis que la vague se lève", a affirmé le candidat, qui progresse dans les sondages. "S'il faut gouverner, nous saurons le faire" et "dès le premier jour, il y aura

l'équipe qu'il faut", a-t-il affirmé lors d'un meeting.

La victoire qui "hier semblait impossible", "aujourd'hui semble se rapprocher de nous (...). Il faut nous préparer tous ensemble à gouverner le pays", a souligné le candidat de la "France insoumise".

"La révolution citoyenne, ce sont les citoyens qui la font. Un changement comme celui que nous proposons n'est possible que si c'est le peuple lui-même qui change tout !", a-t-il encore martelé.

D'après un sondage, 44% des Français pensent que M. Mélenchon incarne mieux "les idées et les va-

leurs de la gauche", loin devant le candidat du parti socialiste Benoît Hamon (31%) et le centriste Emmanuel Macron (21%).

• "Vote utile"

Le vice-président du parti de droite Les Républicains, Laurent Wauquiez, appelle au "vote utile de la droite et du centre" pour le candidat conservateur François Fillon. Celui-ci est empêtré dans les emplois présumés fictifs de membres de sa famille qui ont conduit à son inculpation, notamment pour "détournement de fonds publics", une première pour un candidat de premier plan à la présiden-

tielle.

"J'appelle au vote utile de la droite et du centre. Vous voulez tourner la page des cinq ans de hollandisme ? Alors, quoi que vous ayez pensé des affaires, il faut voter Fillon", a plaidé M. Wauquiez dans une interview au Journal du Dimanche.

"L'histoire a montré que les plus belles victoires étaient celles où, quand tout semblait perdu, le sursaut d'énergie que donne la certitude d'une cause juste permet de tout renverser", a-t-il espéré, alors que François Fillon est donné éliminé dès le premier tour selon les enquêtes d'opinion.

Niger/Politique

Le président Issoufou assure ne pas vouloir briguer un troisième mandat

AFP
Niamey/Niger

Le président du Niger, Mahamadou Issoufou, a assuré samedi soir à la télévision, qu'il ne modifierait pas la Constitution pour briguer un troisième mandat à l'issue de son deuxième et dernier quinquennat légal en 2021.

"Une de mes plus grandes ambitions, c'est d'organiser en 2021 des élections libres et transparentes et de passer le témoin à un autre Nigérien que les Nigériens auront choisi", a affirmé le président Issoufou dans un entretien à la télévision d'Etat, à l'occasion du pre-

mier anniversaire de son investiture pour un second mandat le 2 avril 2016. La Constitution nigérienne limite le mandat présidentiel à deux quinquennats. M. Issoufou, âgé de 65 ans, a été réélu en mars 2016 pour cinq ans, à l'issue d'un premier mandat.

"Moi, je suis un démocrate dans l'âme (...) je n'ai pas cette arrogance de penser que je suis un homme providentiel irremplaçable", a déclaré le chef de l'Etat. Selon M. Issoufou "le Niger a besoin d'institutions démocratiques fortes" pour cela, "il faut qu'il y ait une respiration démocratique avec des alternances" au pouvoir.

S'il y parvient, il sera le premier président démo-



Photo : AFP

Le président Mahamadou Issoufou : "Je n'ai pas cette arrogance de penser que je suis un homme providentiel irremplaçable."

cratiquement élu du pays à assurer une alternance pacifique à la tête du pays. Son prédécesseur, Mamadou Tandja, avait été renversé en 2010 par un

putsch militaire pour avoir modifié la Constitution afin de se maintenir à l'issue de ses deux quinquennats légaux.

Le Niger, un des Etats les

plus pauvres au monde, mais qui est riche en uranium, n'a jamais connu de vraie alternance démocratique au pouvoir depuis son indépendance en 1960.

Le processus démocratique amorcé en 1993, a souvent été interrompu par des coups d'Etat militaires.

Depuis quelques années, le Niger est confronté à des attaques terroristes sanglantes. Mais malgré des frontières considérées comme poreuses, il constitue un îlot de stabilité dans une zone en proie aux troubles.

Autour de cet immense pays, Mali, Libye et Nigeria sont tous confrontés à des groupes armés jihadistes.

Yémen/Conflit

Libération de sept humanitaires arrêtés par les rebelles

AFP
Dubai/Emirats arabes unis

CINQ employés de l'International Medical Corps (IMC) et deux de leurs chauffeurs, arrêtés récemment au Yémen par les rebelles chiites Houthis, ont été libérés hier, a annoncé

l'organisation humanitaire. Dans un communiqué obtenu par l'AFP, l'IMC, basée aux Etats-Unis, précise que les sept personnes, "recrutées localement", ont été "libérées en toute sécurité après avoir été arrêtées dans un hôtel d'Ibb", dans le centre du Yémen.

L'ONG, qui avait révélé samedi l'arrestation de ses employés, n'a donné hier

aucune indication sur la durée de leur détention ou les circonstances exactes de leur libération.

IMC emploie plus de 150 employés locaux au Yémen et opère depuis 2013 dans trois bureaux dans ce pays en guerre menacé par la famine, selon son site.

Le conflit oppose les troupes loyales au président Abd Rabbo Mansour

Hadi aux Houthis et à leurs alliés -des militaires restés fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh -, qui contrôlent la capitale Sanaa et d'autres parties du pays, notamment dans le nord et l'ouest.

Il s'est aggravé avec l'intervention militaire en mars 2015 de la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite.

L'Onu estime à sept millions le nombre de personnes faisant face à un grave risque de famine et a appelé à des dons de 2,1 milliards de dollars pour l'aide humanitaire.

Deux ans de combats ont fait plus de 7 700 morts, majoritairement des civils, selon l'Onu.

L'Afrique en bref

• Burkina Faso/Justice. Les dénonciations des "conjurés"

Une vingtaine de soldats burkinabè jugés pour "complot militaire" ont dénoncé samedi devant le tribunal militaire de Ouagadougou des "traitements inhumains" et des "tortures" exercés pour leur extirper des aveux.

• Egypte/Attentat. Treize policiers blessés dans le delta du Nil

Une moto piégée a explosé samedi devant un centre de formation de la police dans la ville égyptienne de Tanta, dans le delta du Nil, blessant 13 policiers et trois civils, a annoncé le ministère de l'Intérieur. Un groupe qui se fait appeler Liwa al-Thawra - la Brigade de la révolution - a revendiqué l'attaque dans un communiqué posté sur ses pages des réseaux sociaux.

• Mali/Paix. Passage "symbolique" de l'opposition

L'opposition malienne a fait samedi un passage "symbolique" à la Conférence d'entente nationale organisée à Bamako, qu'elle avait jusque-là boycottée, après que le gouvernement a décidé de la prolonger, a rapporté un journaliste de l'AFP.

• RD Congo/Violences. L'appel du pape

Le pape François, qui célébrait hier une messe dans le nord-est de l'Italie, a lancé un appel à la paix en République démocratique du Congo (RDC), en déplorant "les affrontements sanglants" dans les provinces des Kasai.

A travers le monde

• Colombie/Intempéries. Plus de 200 morts dans une coulée de boue



Photo : AFP

La Colombie est en deuil après une gigantesque coulée de boue qui a fait plus de 200 morts, des centaines de disparus et de blessés, suite aux fortes pluies affectant la région andine, dont aussi le Pérou et l'Equateur.

• Venezuela/Politique. Le pouvoir de Maduro recule

La Cour suprême vénézuélienne a renoncé samedi à s'attribuer les pouvoirs du Parlement et à conférer des prérogatives élargies au président Nicolas Maduro, qui a paru reculer face aux pressions internationales.